



Jeudi, 24 Mars 2016 00:25

Bordeaux 7

[Partager](#)



Des traces de pesticides interdits dans l'agriculture depuis 1972 ont été détectées l'été dernier dans un lot de courgettes issues d'une exploitation maraichère de l'agglomération. Ces résidus ne viennent pas d'une utilisation récente de ces produits, mais résultent de la contamination du sol, encore réelle plus de 40 ans après l'interdiction.

Découvert l'été dernier

Le contrôle ne date pas d'hier. Il a été effectué à la demande de la préfecture sur un marché girondin l'été dernier. Les légumes concernés ont ensuite été détruits, et la préfecture a ordonné le contrôle des 126 parcelles de l'agglomération où sont cultivés des légumes. Pour autant, la contamination n'a pas été rendue publique, pas plus que la réunion d'information organisée, selon Sud Ouest, en préfecture début 2016 à destination des maraîchers de l'agglomération. C'est un élu écologiste, Gérard Chausset, qui a décidé de révéler ce dossier hier.

Quels pesticides, quels risques ?

Les deux pesticides concernés sont le dieldrine et le chlordane. Très utilisés dans l'agriculture pendant des décennies, ils ont été interdits une fois leur toxicité démontrée. Le dieldrine atteint le système nerveux et le foie, il est interdit en agriculture depuis 1972 après avoir été massivement utilisé, dans tous les autres domaines (notamment le traitement des bois contre les termites) depuis 1992. Même topo pour le chlordane, un insecticide interdit car possiblement cancérigène. Les traces de ces deux produits trouvées sur le lot de courgettes l'été dernier ne sont pas assez concentrées pour représenter en principe un danger pour la santé humaine, a précisé hier l'élu écologiste. Les prélèvements faits sont en effet malgré tout conformes à la législation. Mais un plan de contrôle des produits avant commercialisation a tout de même été mis en place et un suivi des productions maraichères de l'agglomération sera effectif pendant tout 2016. La Chambre d'agriculture de la Gironde se voulait donc hier rassurante : « les consommateurs peuvent se rassurer : aucun légume non conforme ne peut se retrouver sur les étales. »

La pollution de demain?

Plus que le danger immédiat de consommer ces légumes, c'est la question de la persistance de la pollution des sols qui se pose. « Cette affaire montre que si les pesticides d'hier sont dans les légumes d'aujourd'hui, ceux que l'on utilise actuellement, on les retrouvera demain, » estime ainsi Gérard Chausset. ?L' élu écologiste demande donc un plan d'action avec des aides à destination des agriculteurs pour leur permettre de « changer de modèle ». « Il est plus que temps de lancer une rénovation en profondeur de l'agriculture dite « conventionnelle » vers une agriculture durable, » estime-t-il. ?Il demande aussi une plus grande transparence envers les consommateurs sur ces sujets. •

Photo : Des résidus de dieldrine et de chlordane ont été détectés l'été dernier © Guillaume Bonnaud / Sud Ouest

Gironde: des résidus de pesticides interdits depuis 1972 retrouvés dans des légumes

Mis à jour le 23/03/2016 à 15h06

Des résidus de pesticides interdits depuis 1972 ont été retrouvés dans des lots de courgettes. - Flickr - Tony Hisgett

Des résidus de pesticides interdits depuis 1972 ont été retrouvés dans des lots de courgettes provenant de maraichers l'agglomération de Bordeaux. Un élu écologiste à demandé au préfet la mise en place d'un plan d'urgence en Gironde.

Des contrôles réalisés l'été dernier par les services de l'Etat sur des marchés girondins ont révélé des traces de dieldrine et de chlordane, pesticides interdit depuis 1972, dans des lots de courgettes en provenance de maraichers de la région de l'agglomération de Bordeaux, selon nos confrères de [Sud Ouest](#). Leur présence ne signifie pas que des vieux lots de ces produits phytosanitaires ont été utilisé récemment mais que les sols continuent toujours d'être pollués par ces molécules, 44 ans après leur interdiction sur le marché.

Pas de danger pour les consommateurs

Cette affaire a été révélée par l' élu écologiste de Mérignac, [Gérard Chausset](#), pour qui “ les taux détectés ne constituent pas un danger immédiat pour les consommateurs”. [La chambre d'agriculture de la Gironde](#), a quand à elle indiqué que “les 126 parcelles où sont cultivés des légumes dans Bordeaux Métropole ont toutes été analysées pour déterminer la présence ou non de ces molécules” avant de rassurer les consommateurs, "un plan de suivi a été mis en

place avec les maraîchers. Les consommateurs peuvent donc se rassurer : aucun légume non conforme ne peut se retrouver sur les étals."

Le préfet saisi de la question

Néanmoins, l'élue EELV a écrit au préfet de Gironde afin de réclamer un plan d'urgence qui vise à aider les agriculteurs et viticulteurs à "changer de modèle". "S'il l'on ne se soucie pas de la façon dont on le cultive, on ne préserve pas notre territoire. Cette affaire montre que si les pesticides d'hier sont dans les légumes d'aujourd'hui, ceux que l'on utilise actuellement, on les retrouvera demain". Gérard Chausset a également demandé au préfet de prendre des dispositions afin de garantir une information transparente des élus et des citoyens. Car comme le rappelle Sud Ouest, la découverte de ces résidus n'avait donné lieu à aucune communication.